

Warwick Powell : les guerres américaines contre l'Iran et la Russie renforcent la Chine

Warwick Powell est professeur associé à la Queensland University of Technology et Senior Fellow à l'Institut Teihe. Powell explique comment les guerres menées par les États-Unis et l'Occident contre l'Iran et la Russie affectent l'Asie. Substack de Warwick Powell : <https://warwickpowell.substack.com/> Thermoconomics in a Time of Monsters : <https://www.amazon.co.uk/Thermoconomics-Time-Monsters-International-Geopolitical-ebook/dp/B0GRGQ9BMQ> Suivez le Substack de Warwick Powell : <https://warwickpowell.substack.com/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Merci beaucoup.

#Glenn

La guerre en Iran semble de nouveau s'intensifier, et la plupart des analyses se concentrent sur la façon dont elle reconfigure le Moyen-Orient et sur ses répercussions pour l'Occident. Mais selon vous, quel impact cela pourrait-il avoir sur l'Asie de l'Est ?

#Warwick Powell

Eh bien, cela influence clairement l'Asie de l'Est d'une manière que je qualifierais de plus durable, plus structurelle. Évidemment, l'impact sur les flux de pétrole se fait sentir tout de suite, surtout sur les économies d'Asie du Sud-Est, mais aussi dans des pays comme l'Australie, qui dépendent de plus en plus — ou même énormément — du brut venant du Moyen-Orient et des produits raffinés qui en sont issus. Les économies de la région — on pourrait presque les passer en revue une par une — mais, globalement, je pense qu'on peut dire qu'elles ont été fortement exposées à la réduction des flux pétroliers et qu'elles ont dû s'adapter. Elles l'ont fait de plusieurs façons. L'une d'elles, bien sûr, c'est de se tourner vers la Russie et l'Indonésie. La Malaisie l'a fait, et le Japon aussi, notamment pour sécuriser leur position dans le projet Sakhaline-2.

Et l'avantage de faire ça, bien sûr, c'est que le pétrole de l'Oural a une composition chimique et un type similaires à ceux du pétrole venant du Moyen-Orient. Et ce type de pétrole est particulièrement adapté à la production de carburants comme le diesel, qui soutient la plupart des économies

industrielles modernes. Singapour a officiellement refusé d'importer du pétrole russe, donc le pays a dû trouver d'autres solutions. D'abord, je pense qu'on commence à voir certains effets sur les marchés régionaux du pétrole et des carburants liquides. Ensuite, il y a évidemment l'impact sur les marchés du pétrole, des engrais et des produits pétrochimiques, qui perturbent déjà plusieurs secteurs dans la région. Le marché japonais du naphta, ainsi que les industries qui en dépendent, subissent déjà de fortes contraintes. Et désormais, ces industries sont obligées de se tourner vers des fournisseurs en Chine pour trouver d'autres sources d'approvisionnement.

Je pense qu'un des enjeux à plus long terme, Glenn, c'est que ces chocs énergétiques ne s'arrêtent pas simplement du jour au lendemain, pour qu'on revienne ensuite à la situation d'avant. Les conséquences probables sont, à mon avis, multiples. D'abord, on a déjà vu, du côté des consommateurs, un intérêt et une demande accrue pour les transports électrifiés — les véhicules électriques venus de Chine, pour ne pas tourner autour du pot — et les exportations chinoises de véhicules électriques vers l'Asie du Sud-Est, et même vers l'Australie, ont augmenté de façon spectaculaire au cours des cent derniers jours. On observe aussi un intérêt croissant pour tout un éventail de technologies énergétiques capables d'aider les pays à être moins vulnérables à ce type de risques à l'avenir. Et ça, c'est vraiment au cœur de la question de la souveraineté énergétique. Les technologies chinoises d'énergie propre jouent un rôle central dans cette dynamique.

Je pense que toutes ces questions liées à l'énergie, à la pétrochimie et aux engrais ont, bien sûr, un impact considérable, à court comme à long terme. L'autre dimension, Glenn, c'est, disons, la dimension militaire, ou de défense, ou encore de sécurité au sens strict. Et il est maintenant assez clair que la structure de projection avancée des États-Unis, l'architecture même de leur puissance à l'échelle mondiale, fondée sur un réseau de bases situées dans des pays alliés, n'est en réalité plus défendable. On a vu la destruction de nombreuses bases, ou des dégâts suffisants sur certaines bases du Golfe persique pour que les Américains décident de se retirer. Et la question de savoir s'ils vont y retourner pour les réparer, ou même s'ils seront à nouveau les bienvenus, sera, je pense, un autre sujet dont il faudra reparler quand la situation se sera un peu stabilisée — espérons-le, le plus tôt possible.

L'incapacité des États-Unis à défendre ces bases a en réalité provoqué une onde de choc dans toute l'Asie du Sud-Est et de l'Est. Toute l'architecture américaine, ce qu'on appelle la posture de dissuasion en Asie, ou encore la prépondérance, voire l'hégémonie américaine dans la région, repose sur un réseau de bases militaires américaines qui jalonnent ce qu'on appelle la première chaîne d'îles. Autrement dit, de la Chine au Japon, jusqu'aux Philippines. Et si ces bases ne peuvent plus être défendues, ou si leur défense n'est plus viable à long terme, alors c'est toute la structure de sécurité régionale qui vacille. D'autant plus que la Chine, avec plus de quarante ans de modernisation militaire derrière elle, a considérablement renforcé sa posture et ses capacités. Tout cela provoque de véritables secousses dans la région. Les stratèges, les analystes de la défense et bien d'autres sont aujourd'hui obligés de repenser à peu près tout ce qu'ils avaient appris, pour ainsi dire, sur la stabilité stratégique en Asie.

#Glenn

C'est intéressant, ce que vous dites à propos de ces bases dans les États du Golfe, parce que je ferais le lien avec un phénomène plus large. Après la guerre froide, comme on le sait, les États-Unis ont adopté une approche très hégémonique de la sécurité internationale, inscrite dans leur stratégie de défense. En gros, l'idée, c'était que les États-Unis domineraient pratiquement chaque recoin de la planète, et que cette domination serait la source de la paix et de la sécurité. Autrement dit, il n'y a pas de rivalité entre grandes puissances si les États-Unis ont le dernier mot partout. Et, dans une certaine mesure, ça a fonctionné dans les années quatre-vingt-dix, quand les États-Unis dominaient. Mais le fait est que, comme on le voit aujourd'hui, le monde devient de plus en plus multipolaire, notamment avec la montée en puissance de la Chine qui mène ce mouvement. Les États-Unis doivent donc s'adapter à cette nouvelle réalité.

On ne peut pas faire comme si le monde n'était pas multipolaire, comme si les États-Unis restaient une puissance hégémonique. Parce que, qu'est-ce qui se passe si les États-Unis essaient d'être partout en même temps ? Eh bien, s'ils essaient de tout considérer comme prioritaire, en réalité, ils ne priorisent plus rien du tout. Et je pense que, pour cette raison, ils finissent par en subir les conséquences. La guerre en Ukraine, dans une certaine mesure, l'a bien montré. D'abord, les États-Unis ont envoyé massivement leurs armes pour combattre la Russie. Puis, en même temps, ils devaient amorcer leur pivot vers l'Est, vers l'Asie. Et bien sûr, maintenant, ils se retrouvent aussi à affronter l'Iran.

Et puis, ils se rendent compte qu'ils n'ont plus vraiment toutes les armes dont ils ont besoin, surtout les missiles intercepteurs, parce que, eh bien, tout est parti en Ukraine. Alors, ils commencent à détourner des missiles vers l'Europe, vers l'Ukraine, toutes ces armes qui devaient être envoyées au Moyen-Orient. Mais au Moyen-Orient, ils ont évidemment donné la priorité à Israël. Sauf que ça ne suffisait pas. Ils ont aussi dû récupérer des armes dans des endroits comme la Corée du Sud, encore une fois, surtout les missiles intercepteurs. Et à cause de tout ça, de ce manque de priorités, de cette volonté d'être partout à la fois, le résultat, comme je l'ai dit, c'est qu'ils ne priorisent plus rien du tout.

Ça veut dire que les Européens se sentent maintenant trahis, parce que l'Amérique essaie, en gros, de leur confier toute la guerre. Au Moyen-Orient, on voit que les pays du Golfe ne sont pas très contents, parce que les États-Unis leur ont mis une cible dans le dos et ne sont plus capables de les protéger correctement. Et enfin, bien sûr, on le voit aussi en Asie de l'Est, où les États-Unis étaient censés se tourner vers l'est. Pour les pays en première ligne, ça veut dire qu'ils risquent de devenir la ligne de front face à des puissances comme la Chine. Mais en échange, ils sont censés bénéficier d'une protection garantie par les États-Unis. C'est censé être l'avantage d'être un État en première ligne.

Mais que se passe-t-il maintenant que ces pays se sont mis eux-mêmes dans la ligne de mire, en étant, comme on l'a vu dans le Golfe, utilisés comme instruments contre les rivaux de l'Amérique ?

En d'autres termes, ils deviennent une cible légitime pour les adversaires des États-Unis. Et en même temps, les États-Unis ne peuvent pas les protéger. Comment cela affecte-t-il les dispositifs de sécurité régionaux, ou du moins les discussions autour de la sécurité ? Parce que, selon moi, la leçon plus large à tirer ici, c'est qu'il faudrait peut-être réfléchir à deux fois avant de miser toute notre sécurité sur une puissance hégémonique en déclin, prête à se servir de vous comme d'un outil. En somme, cela revient à faire de nous tous des Ukrainiens ou des États du Golfe.

#Warwick Powell

Écoutez, je pense qu'il y a plusieurs dimensions dans la façon dont les États-nations de la région réagissent, et bien sûr, ces réactions sont un peu différentes les unes des autres. Le Japon, comme on en a déjà parlé, traverse une période de remilitarisation, et ça dure, disons, depuis une dizaine d'années. Et cela s'explique à la fois par des raisons politiques internes, mais aussi, je dirais, par les inquiétudes du Japon quant à la capacité des États-Unis à lui offrir à nouveau cette garantie de sécurité. C'est un peu la même chose pour la Corée du Sud. On sait qu'en Corée du Sud, la population a été assez méfiante vis-à-vis de la capacité, ou même de la volonté, des États-Unis d'assurer une protection sous le parapluie nucléaire américain. Et on voit d'ailleurs monter, en Corée du Sud, des demandes de plus en plus fortes pour que le gouvernement avance sur la voie de la nucléarisation.

C'est pareil au Japon, bien sûr. Donc, en Asie du Nord, on commence à voir, je pense, une réaction assez active, assez musclée, si on peut dire. Et ça s'inscrit, évidemment, très bien dans une stratégie américaine plus large, qui consiste à déléguer le financement nucléaire, la responsabilité matérielle, mais aussi le risque humain sur la ligne de front, à ce qu'on appelle les États alliés. Il y a évidemment des difficultés pour les États-Unis quand cela se produit, parce qu'à mesure que ces autres pays deviennent de plus en plus puissants par eux-mêmes, la capacité de Washington à maintenir sa position se retrouve sous une pression croissante. C'est donc un exercice d'équilibre, en quelque sorte. Et bien sûr, le fait d'avoir des dizaines de milliers de soldats américains stationnés au Japon et en Corée du Sud aide clairement les États-Unis à garder ces deux pays, disons, bien sous contrôle.

De la même façon, je pense qu'on a vu aux Philippines que l'administration actuelle cherche à se rapprocher à nouveau de Washington, et cela fait déjà plusieurs années que ça dure. C'est donc une situation compliquée pour eux, parce qu'en même temps, les problèmes liés à l'approvisionnement en pétrole, à cause de la guerre du Golfe — ou plutôt de cette version du conflit dans le Golfe persique — ont provoqué de sérieuses difficultés économiques aux Philippines, notamment avec l'inflation. Les Philippines se sont d'ailleurs tournées vers la Chine, et Pékin a répondu favorablement à leurs demandes de soutien, notamment pour l'approvisionnement en pétrole et en autres carburants. À tel point qu'en mars dernier, vers la mi ou la fin du mois, Marcos a indiqué que les Philippines souhaitaient renouer le dialogue avec Pékin autour de l'idée d'une exploration et d'un développement conjoints des ressources pétrolières en mer de Chine méridionale.

La région est en pleine mutation. L'opposition intérieure aux Philippines, tout comme celle qu'on voit au Japon face à la remilitarisation, commence, je pense, à prendre de l'ampleur. Beaucoup s'inquiètent de plus en plus, non seulement parce que les États-Unis, d'une certaine manière, semblent laisser tomber de plus en plus de pays, mais aussi parce que cela ne paraît plus vraiment servir l'intérêt national. Les Américains ne sont plus en mesure de faire exactement ce que vous évoquiez, c'est-à-dire offrir une protection à condition que ces pays assument une part du fardeau. Et c'est intéressant de voir comment ces débats évoluent.

L'Australie a, bien sûr, vu ressurgir le débat public autour de la question d'AUKUS. Lors du Dialogue de Shangri-La à Singapour, il y a environ une semaine, le ministre australien de la Défense, Richard Marles, a annoncé quelques changements dans la structure de l'accord AUKUS. Et cela a vraiment provoqué une réaction très cynique de la part du public australien, de plus en plus réticent à adhérer à l'ensemble du projet. Jusqu'à un certain point, Glenn — et je sais que tu as passé du temps en Australie — tu comprendras qu'il en faut beaucoup pour que ce genre de choses se produise dans ce pays. Une Commission populaire d'enquête sur AUKUS, qui est, je crois, une première, a été lancée par un groupe mené par l'ancien ministre travailliste fédéral Peter Garrett, avec d'autres Australiens de renom. Leur objectif est d'examiner le bien-fondé, la gestion et le processus de tout cet accord AUKUS, en partant du constat que le Parlement lui-même a totalement échoué à le faire.

Alors, les débats commencent à se mettre en place. L'architecture de sécurité régionale est en pleine mutation, et je pense qu'il va falloir s'accrocher, boucler nos ceintures, pendant que les États-Unis cherchent, de manière indirecte, à travers leurs alliés et leurs partenaires, à maintenir leur position en Asie. Pendant ce temps, ces mêmes alliés réfléchissent à la façon dont ils peuvent mieux se protéger, ou du moins, diversifier leurs options. Le dernier point que je voudrais souligner — et c'est, à mon avis, le point culminant de cette évolution dans les mentalités — ce sont les propos de Pete Hegseth lors du Dialogue de Shangri-La. Dans son discours principal, il a expliqué que les États-Unis se voyaient jouer un rôle en Asie pour s'assurer qu'aucune puissance unique ne devienne hégémonique dans la région. Et c'est frappant, parce que, de mon vivant, les États-Unis ont toujours affirmé être eux-mêmes l'unique hégémon en Asie, et qu'il n'y en aurait pas d'autre.

Alors, Pete Hegseth, dans la lignée de la posture plus large de Donald Trump, reconnaît, je pense, que le monde a changé, et que les États-Unis ne sont plus en position d'agir seuls, de manière unilatérale, dans la région. On peut imaginer à quel point cela met mal à l'aise ceux qui ont bâti toute une architecture, des politiques, des stratégies, et même des carrières entières sur l'idée que les Américains resteraient toujours les acteurs dominants. Eh bien, ce n'est plus le cas, et le monde, en conséquence, est en train de changer. Je ne sais pas encore comment tout cela va évoluer. J'ai quelques idées sur ce qui serait, à mon avis, préférable, mais je pense qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que la situation ne se stabilise en Asie. Ce n'est que le début d'une grande reconfiguration.

#Glenn

Eh bien, c'est cette reconfiguration dont je parle. Ce n'est pas propre à l'Asie de l'Est. À l'époque du moment unipolaire, être un État de première ligne, c'était souvent perçu comme un avantage. On recevait beaucoup de ressources, et la sécurité semblait garantie. Mais voilà mon point : quand on passe vers un système multipolaire, tout peut aller dans les deux sens. D'un côté, si on cherche à garder un certain équilibre et à ne pas devenir un État de première ligne, on peut prospérer, à condition de savoir naviguer entre les grandes puissances, c'est-à-dire diversifier ses relations. Mais bien sûr, il y a toujours le risque que l'hégémon en déclin finisse par utiliser ses partenaires, en les jetant en quelque sorte comme des pions contre ses rivaux.

Oui, comme vous l'avez dit, j'ai vécu en Australie pendant environ quatorze ans. Je me souviens même avoir parlé avec l'ancien Premier ministre, John Howard, et lui aussi faisait remarquer que, à mesure que la Chine montait en puissance, l'Australie ne devrait pas avoir à choisir entre la Chine et les États-Unis. En gros, pour moi, ça voulait dire : évitez d'être un État de première ligne. Diversifiez vos relations. Ne vous laissez pas forcer à prendre parti. J'étais, il y a quelques jours, en Géorgie. Et eux, en fait, essaient de faire la même chose. Ils disent : nous n'avons pas besoin de choisir, nous pouvons nous entendre à la fois avec les Russes et avec les Européens. Ne faites pas de nous des États de première ligne. C'est exactement ce qu'Henry Kissinger écrivait déjà en deux mille quatorze : pour l'amour de Dieu, ne transformez pas l'Ukraine en État de première ligne.

Ne le forcez pas à choisir, parce que ça le détruirait. Je pense que beaucoup de pays suivent cette voie. Mais comment voyez-vous—puisque vous avez mentionné le Japon—comment voyez-vous qu'ils puissent y parvenir ? Parce qu'une des conditions pour avoir plus d'autonomie, c'est évidemment de devoir se militariser. Enfin, pas forcément se militariser, mais devenir moins dépendant d'un acteur extérieur, que ce soit sur le plan économique ou sécuritaire. On peut, encore une fois, le faire par la diversification. Mais si le Japon, à nouveau, se réarme, il y a deux possibilités. La première, c'est d'utiliser cela comme un outil d'autonomie, c'est-à-dire ne plus être obligé de faire tout ce que les États-Unis veulent. Et ça, c'est sans doute positif pour sa sécurité, parce qu'un hégémon en déclin, destructeur... on n'a pas envie de lui confier sa politique étrangère.

D'un autre côté, ça pourrait aussi vouloir dire que le Japon s'arme jusqu'aux dents, parce qu'il pourrait être utilisé comme un État de première ligne. Et je vois un peu la même chose en Europe, en fait. Normalement, je me réjouirais que les Européens développent leurs propres capacités militaires, pour ne plus dépendre des États-Unis pour leur sécurité, puisque les intérêts américains sont très différents de ceux des Européens. Mais au lieu de ça, on a l'impression que les Européens se préparent simplement à une guerre contre la Russie, ce qui reviendrait, en somme, à se détruire eux-mêmes. C'est pour ça que je me posais la question à propos du Japon. Quelle direction, selon vous, prennent-ils ? Est-ce une manière d'affirmer leur autonomie au service de la paix, ou bien vont-ils devenir un centre militarisé, un instrument au service des États-Unis ?

#Warwick Powell

Eh bien, ça peut aller dans un sens comme dans l'autre. Je veux dire, je pense que c'est en partie le revers de la médaille, si on peut dire, de la trajectoire que suit le Japon depuis presque dix ans maintenant. D'un côté, bien sûr, le pays reste occupé par les Américains et c'est un allié essentiel des États-Unis. Mais à partir du moment où les bases militaires américaines au Japon ne sont plus vraiment défendables, ça soulève des questions à moyen terme sur la capacité même de cette architecture à remplir son rôle. Et je pense qu'un des points les plus intéressants à surveiller de très près, c'est de voir si les Américains vont, petit à petit, réorganiser leur présence en première ligne.

Ils ont discrètement retiré certaines forces d'Okinawa, et c'était avant que la guerre n'éclate plus tôt cette année en Iran, quand ils ont déplacé une partie de ces forces d'Okinawa vers le golfe Persique. L'an dernier, ou peut-être l'année d'avant, si je me souviens bien, des troupes ont aussi été retirées d'Okinawa pour être redéployées à Guam. Mais je pense que, au fond, la vraie question de puissance militaire, c'est de savoir si ces bases peuvent être défendues. Et les modélisations récentes sur leur capacité de défense, compte tenu des pénuries dans l'arsenal américain, des capacités chinoises, et de ce qu'on a appris de la guerre contre l'Iran, laissent penser que ces bases, ainsi qu'une grande partie des avions qui y sont stationnés, ne tiendraient probablement pas jusqu'à la fin de la première semaine d'un conflit sérieux.

Je pense que toute personne sérieuse dans ce domaine le comprend bien. Et il est peu probable que les Américains veuillent exposer leurs capacités et leurs infrastructures à ce genre de risques dont on parle. Clairement, je ne crois pas que les stratèges militaires aient anticipé le fiasco qu'a été la guerre contre l'Iran, ni le fait que cela ait complètement mis en lumière les faiblesses et les limites des États-Unis. C'est, vous savez, la dernière chose qu'un hégémon voudrait faire. En partie pour pouvoir jouer les durs, mais surtout pour ne jamais avoir à le faire réellement. Il suffit que les autres aient peur que vous puissiez le faire. Mais les événements récents montrent que les capacités américaines sont bien moins solides et profondes que beaucoup ne l'avaient imaginé au départ.

En fait, je pense que même dans les commentaires américains et les débats publics, y compris parmi leurs partisans, les responsables politiques et les stratèges, on commence à voir que certaines de ces réalités finissent par s'imposer aussi à Washington. Peut-être qu'ils ont vraiment atteint certaines limites, et qu'il leur faut repenser à peu près tout. Vous savez, se retirer rapidement, c'est quelque chose de très difficile pour un président américain. Donc, à court terme, il ne va rien se passer de ce côté-là. Mais regardez, le Japon va continuer à se réarmer. Que ce soit pour gagner une plus grande autonomie dépendra en partie de la capacité des États-Unis à les garder sous contrôle. Mais si les États-Unis cherchent à pousser les Japonais davantage en première ligne, alors le Japon finira par atteindre un point où, malgré la présence de bases américaines sur son sol, il deviendra un allié des États-Unis avec un peu plus de marge de manœuvre. Et ça, c'est une source d'inquiétude dans toute la région. Tout le monde ne voit pas d'un bon œil la remilitarisation du Japon.

Évidemment, Pékin a exprimé ses inquiétudes. Mais il y a encore beaucoup de gens, un peu partout en Asie du Sud-Est, qui gardent en mémoire ce qui s'est passé la dernière fois que le Japon s'est

réarmé, et la militarisation qui a semé le chaos dans toute la région. Donc, tout ça risque de créer, je pense, une période potentiellement très tendue en Asie. Vous savez, même si Pékin, à un certain niveau, aimerait sans doute pousser les Américains hors d'Asie, ils sont aussi assez lucides pour comprendre que le rôle historique des États-Unis dans la région, c'est justement d'avoir maintenu le Japon sous un certain contrôle.

Et si ça disparaît avec le temps, la question se posera : comment garder le Japon un peu sous contrôle ? Le point positif, si on parle franchement, c'est que l'économie chinoise et sa puissance industrielle dépassent de très loin tout ce que la région peut rassembler, que ce soit le Japon, l'Australie ou n'importe quel autre pays. Et c'est absurde pour ces pays de penser qu'ils sont en mesure d'équilibrer la situation. C'est d'ailleurs pour ça qu'ils tiennent absolument à garder les Américains dans le jeu. Mais bon, il faut remettre tout ça en perspective.

L'économie chinoise représente soixante pour cent du PIB de la région, c'est-à-dire les dix États de l'ASEAN, plus le Japon, la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Soixante pour cent. La Chine est la seule superpuissance industrielle au monde. Plus de trente pour cent de la valeur ajoutée manufacturière vient de Chine, et d'ici deux mille trente-cinq, ce sera proche de quarante pour cent. Penser que d'autres pays peuvent, d'une manière ou d'une autre, constituer un véritable défi militaire pour la Chine, c'est irréfléchi et dangereux. J'encourage vraiment les gens dans toute la région à en prendre conscience. La vraie question, ce n'est pas de savoir si on peut rivaliser militairement avec la Chine. La vraie question, c'est comment vivre avec une Chine qui est devenue la puissance dominante dans la région.

#Glenn

Oui. Eh bien, il y a encore des parallèles avec l'Europe, parce que, vous savez, après la Seconde Guerre mondiale, l'un des accomplissements, si on peut dire, des États-Unis, c'est qu'il y avait trois grandes régions économiques dans le monde : l'Asie de l'Est, l'Europe et l'Amérique du Nord. Et les États-Unis ont pu, en gros, grâce à leur forte présence militaire en Allemagne et au Japon, utiliser ces régions comme des points d'appui dans un empire américain plus vaste. Et en Europe, oui, vous l'avez dit, une inquiétude, quand les États-Unis commencent à se retirer ou à se désengager, c'est de savoir ce qu'il advient ensuite de ces pays. Là encore, il faut faire attention à ce qu'on souhaite, parce que si les États-Unis laissent maintenant le Japon se débrouiller seul, est-ce qu'ils vont commencer à se remilitariser ? Est-ce qu'ils vont chercher à se doter de l'arme nucléaire pour assurer leur sécurité ? Et on voit quelque chose d'assez similaire aujourd'hui en Europe.

Je veux dire, les États-Unis... personne ne sait vraiment où ils en seront demain, ni en termes de capacités, ni d'intentions. Et du coup, on voit maintenant les autorités allemandes, sous le règne, disons-le, terriblement impopulaire du chancelier Merz, affirmer que l'Allemagne devrait devenir la plus grande puissance militaire d'Europe. C'est un peu la même chose du côté japonais. Tout le monde, dans cette partie du monde, ne garde pas un souvenir très chaleureux de la puissance militaire allemande. Et bien sûr, en agissant ainsi, ils se placent aussi dans la ligne de mire des

Russes. Si on regarde vers l'Asie, comme vous l'avez dit, tout le monde ne garde pas non plus un bon souvenir de la puissance militaire japonaise. Et les Chinois, évidemment, vont les observer avec beaucoup plus de méfiance. Donc, ce que je veux dire, c'est que chaque fois qu'il y a un changement rapide dans l'ordre régional, on voit souvent apparaître une forme de compétition sécuritaire.

Donc, les Japonais vont s'inquiéter de la Chine. La Chine, à son tour, va devenir plus méfiante envers le Japon, et les tensions vont commencer à monter. Mais, comme vous l'avez dit, ce qui est différent en Asie, ou plus précisément en Asie de l'Est, c'est la puissance de la Chine. Il y a là un fort déséquilibre. En d'autres termes, les Japonais ne peuvent pas vraiment faire grand-chose pour affaiblir les Chinois. Mais comment voyez-vous cette situation se maintenir sur le long terme ? Parce que beaucoup de gens soulignent — et à juste titre — que les Américains eux-mêmes disent qu'une partie de leur objectif en Iran, c'est d'affaiblir la Chine, notamment sur le plan énergétique. Alors, selon vous, comment l'économie chinoise peut-elle tenir dans la durée, surtout par rapport à ses voisins, que les États-Unis aimeraient justement utiliser pour contrebalancer son influence ?

#Warwick Powell

Oui, écoutez, je sais que les Américains parlent depuis de nombreuses années de différentes manières de bloquer les sources d'énergie de la Chine, en particulier le transport maritime de pétrole. Et je pense que si on avait avancé cet argument il y a environ vingt-cinq ans, on aurait dit que cela aurait un impact majeur sur l'économie chinoise et sur ses bases énergétiques. Mais le monde a beaucoup changé depuis. La structure énergétique de l'économie chinoise est aujourd'hui, d'abord, beaucoup moins dépendante du pétrole qu'elle ne l'était autrefois. La Chine a atteint son pic de consommation de diesel il y a environ deux ans.

Et la quantité totale de diesel consommée par l'économie chinoise a diminué depuis. Voilà pour le premier point. Le deuxième, c'est que la Chine, depuis une vingtaine d'années, s'est engagée dans une transformation majeure et assez radicale de sa structure énergétique. Elle a diversifié ses capacités de production d'énergie, et cela l'a conduite à des avancées importantes dans l'électrification, le stockage de l'électricité, les systèmes de batteries et les énergies renouvelables. La Chine, bien sûr, construit plus de centrales à charbon et de centrales nucléaires que le reste du monde réuni.

Dans ce sens-là, je pense que le monde a tout simplement changé, et que la Chine n'est plus aussi dépendante du pétrole du Moyen-Orient qu'elle l'était. Il faut aussi se rappeler qu'entre-temps, les réseaux de transport terrestres à travers l'Eurasie se sont beaucoup améliorés. La Russie et les États d'Asie centrale sont désormais eux aussi des fournisseurs de pétrole et de gaz pour la Chine, dans la mesure où celle-ci en importe toujours. Et ces réseaux terrestres sont bien plus difficiles à interrompre que des points d'étranglement comme on en trouve ailleurs en Eurasie. Bien sûr, cela ne veut pas dire que les Américains, ou d'autres, ne pourraient pas chercher à perturber ces flux, que ce soit par le sabotage ou d'autres formes de terreur. Mais, vous savez, aujourd'hui, il y a plus d'une

voie par laquelle le pétrole et le gaz arrivent en Chine qu'il y a vingt-cinq ans. Et puis, avec le réchauffement climatique, l'Arctique devient de plus en plus praticable, pendant un nombre croissant de mois chaque année, comme route de transport. Et je pense que cette tendance va continuer à s'étendre. Enfin, il faut garder à l'esprit — et on en parle souvent quand on évoque la grande stratégie américaine — que tout cela vise, en réalité, à faire des États-Unis le monopole mondial du pétrole ou de l'énergie. Il suffit de regarder les chiffres.

Le marché mondial de l'énergie est en réalité bien plus fragmenté que ce qu'on imagine. Et comme il existe de nombreuses façons de transporter l'énergie, ainsi que beaucoup de nouvelles technologies énergétiques, il est presque impossible pour un seul État de vraiment atteindre cet objectif, même s'il en avait la volonté. Le domaine dans lequel les États-Unis ont réellement le plus d'influence sur les marchés mondiaux de l'énergie, c'est le GNL. Mais il ne faut pas oublier que le GNL représente une part relativement faible de l'énergie mondiale. C'est un élément important dans certains domaines, bien sûr, mais à l'échelle globale, c'est une part assez modeste comparée au charbon, aux renouvelables ou au pétrole.

Je pense que, même s'il y a des discussions stratégiques sur la manière d'étouffer ces points d'étranglement, la réalité du système énergétique mondial, la répartition des ressources et la capacité des pays à avoir des alternatives aujourd'hui, par rapport à il y a vingt-cinq ans, font que, même avec de telles ambitions, c'est presque impossible à mettre en œuvre. En ce sens, je dirais que le train est déjà parti. L'économie chinoise, du point de vue énergétique, est vraiment extrêmement bien préparée à ce genre de situation. Et au fil des décennies, disons dans les cinq à dix prochaines années, la dépendance de la Chine vis-à-vis du pétrole brut provenant de sources extérieures, comme le Moyen-Orient, va encore diminuer. Bien sûr, la Chine dispose d'énormes réserves, et elle continue à les maintenir à un niveau très élevé.

Les réserves sont à un niveau tel que certains observateurs reconnaissent que les chiffres officiels pourraient en fait sous-estimer l'ampleur réelle des réserves de la Chine. Autrement dit, la Chine a réduit sa demande de pétrole brut sur le marché mondial au cours des cent derniers jours, et pourtant, sur le plan économique, elle n'a pas ralenti d'un pouce. Ça montre, je pense, la capacité de son système économique à s'adapter efficacement, mais aussi la profondeur de ses réserves réelles. Donc oui, à mon avis, ce train-là est déjà parti. Et il est un peu illusoire, maintenant, de penser que les États-Unis ont encore une réelle capacité à mettre en œuvre une stratégie d'endiguement de ce type. Je ne dis pas qu'ils n'y pensent pas, je dis simplement que leur capacité à le faire se heurte, tout simplement, à la réalité.

#Glenn

Donc, en résumé, pensez-vous que la Chine sortira renforcée de cette guerre, non seulement face à l'Iran, mais aussi face à la Russie ?

#Warwick Powell

Oui, écoutez, je pense que la Chine va s'en sortir plutôt bien, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, elle s'est clairement préparée à ce type de crise énergétique. Ensuite, la demande mondiale pour les technologies chinoises d'énergie propre ne cesse de croître. On va donc voir non seulement des exportations chinoises de ces technologies et de produits finis comme les véhicules électriques, mais aussi, à mon avis, une nouvelle phase d'investissements directs chinois à l'étranger. Ces savoir-faire et ces capacités industrielles vont commencer à se déployer à l'échelle mondiale, avec la construction d'usines, notamment dans les pays du Sud. Cela permettra à ces pays de produire progressivement leurs propres équipements en énergie renouvelable, d'assembler des véhicules, et, à terme, de fabriquer eux-mêmes une grande partie de ces composants.

Vous savez, la Chine va pouvoir consolider ses chaînes d'approvisionnement et, à bien des égards, renforcer sa position dans la région elle-même. En Asie, l'autre aspect de toutes ces insécurités géopolitiques, c'est en fait la concentration et l'intégration croissantes entre les économies d'Asie du Sud-Est et l'économie chinoise. Et ce type d'enchevêtrement devient très difficile à défaire, que ce soit sur le plan énergétique ou dans la circulation des matières premières et des produits finis.

Et bien sûr, on commence maintenant à voir l'expansion des systèmes de paiement dans toute l'Asie du Sud-Est, qui s'intègrent à la fois aux systèmes de paiement chinois et aux propres capacités de paiement de l'ASEAN. Tout cela réduit l'exposition et la dépendance vis-à-vis des infrastructures et des institutions américaines, qu'il s'agisse du dollar ou du réseau SWIFT. Et je pense que cela donnera, à terme, aux régions la possibilité d'avoir davantage leur mot à dire sur leur propre avenir, avec moins de raisons d'être aussi attentives, ou aussi méfiantes, à l'égard des États-Unis qu'elles ne l'ont été par le passé. Mais encore une fois, il faut garder à l'esprit que les Américains disposent de ressources considérables, capables de provoquer de nombreuses perturbations.

Ils contrôlent encore une grande partie de l'infrastructure technique dans le monde. Et s'il y a bien une ressource que les Américains ont construite et entretenue au cours des quatre-vingts dernières années, c'est un réseau extrêmement vaste, composé d'ONG et de systèmes de renseignement très compétents et très bien formés, présents dans de nombreux pays. Ce réseau leur permet de déclencher, au minimum, des actions d'ingérence, et, dans certains cas, d'aller jusqu'à provoquer toutes sortes d'activités douteuses, presque de nature militaire.

#Glenn

Comment voyez-vous l'Inde s'inscrire dans tout ça ? Parce que, d'après moi, l'Inde a toujours une position un peu penchée, un peu entre deux. D'un côté, elle veut rester fidèle à sa tradition de non-alignement héritée de la guerre froide. En gros, si elle se rapproche trop d'un camp, elle risque de devenir trop dépendante. C'est d'ailleurs la même logique qui a conduit au développement de l'arme nucléaire : éviter, en quelque sorte, de devenir une autre version du Japon, c'est-à-dire un pays subordonné aux États-Unis. Donc, d'un côté, elle veut maintenir cette position.

Et dans un monde multipolaire, ça veut dire que, vous savez, c'est aussi une partie des BRICS. Le pays doit entretenir des liens étroits avec la Chine, la Russie, mais aussi avec les États-Unis et d'autres grandes puissances. Donc, d'un côté, on a l'impression qu'il penche dans cette direction. Mais de l'autre, il y a aussi une certaine inquiétude vis-à-vis de la Chine, parfois même une hostilité ouverte. Il y a toujours cette vulnérabilité, ce risque de s'engager trop profondément dans ce partenariat indo-pacifique, et de se retrouver, en quelque sorte, dans un bloc de facto mené par les États-Unis, et donc piégé. Comment voyez-vous leur manière de s'ajuster dans ce contexte ? Eh bien, pour être honnête, il n'est pas toujours facile de comprendre les Indiens.

#Warwick Powell

Eh bien, je pense que c'est en partie intentionnel, et que c'est un peu ancré dans les habitudes institutionnelles de la politique étrangère indienne. Comme vous le dites, elle a une longue tradition de non-alignement. Et être non-aligné, ça veut dire, d'un certain point de vue, qu'on peut donner l'impression d'osciller d'un camp à l'autre. Mais c'est justement ce que fait le non-alignement. Je pense que l'Inde, bien sûr, fait face à ses propres défis, et en grande partie, ces défis sont liés à l'état de son développement économique, et à la mesure dans laquelle elle dépend de ses relations avec l'économie des États-Unis pour une partie de ce développement.

Il y a une partie de l'élite économique indienne qui entretient des liens très, très étroits avec les États-Unis. Et il ne faut pas oublier qu'un pays, ce n'est pas un acteur unique. Vous savez, à l'intérieur même d'un pays, il y a différents intérêts en jeu, souvent divergents, avec des visions différentes sur la manière de défendre leurs priorités en politique étrangère. Et l'élite économique indienne penche clairement du côté de Washington. Il y a d'ailleurs beaucoup de raisons historiques à cela. Mais l'élite politique indienne, elle, se retrouve en quelque sorte prise au piège.

L'Inde a beaucoup d'inquiétudes à propos de la Chine, et il y a toute une histoire derrière ça. Mais en même temps, la Chine ne va pas disparaître, et les deux pays partagent une frontière terrestre. Donc, il y a des réalités qu'on ne peut tout simplement pas éviter. La vraie question, au fond, pour l'Inde, c'est de savoir comment elle peut devenir un acteur économique plus autonome, moins exposé au risque que sa prospérité soit perturbée par l'une des grandes puissances, en particulier les États-Unis. Et on l'a bien vu pendant ces cent derniers jours : l'Inde fait face à d'énormes difficultés, notamment sur les engrais et l'accès à l'énergie.

Et il faut qu'elle surmonte une bonne partie de tout ça. Le pays fait face à d'importants défis d'infrastructures internes qu'il doit résoudre. Il n'a pas vraiment réussi à s'industrialiser. À bien des égards, la croissance économique de l'Inde repose sur l'expansion du secteur des services, qui est en grande partie liée à la croissance de l'informatique américaine, laquelle a externalisé beaucoup de ses activités de soutien et de ses industries vers l'Inde. Donc, je pense que certaines des ambitions exprimées par le gouvernement Modi, dès ses débuts, en matière d'industrialisation de l'Inde, n'ont pas encore porté leurs fruits. Et tant que l'Inde ne parviendra pas à établir une véritable base industrielle propre, elle restera, à mon avis, coincée entre le marteau et l'enclume.

Encore une fois, je ne suis pas là pour dire aux Indiens ce qu'ils devraient ou ne devraient pas faire. Mais il me semble que, si l'on pense vraiment à long terme, l'Inde aurait tout intérêt à chercher comment établir une relation plus cordiale avec la Chine. Et bien sûr, la Chine a aussi un rôle à jouer là-dedans. Il faut comprendre qu'être de bons voisins, c'est dans l'intérêt de chacun, mais aussi dans celui de certaines parties importantes de leurs sociétés. Et pour y parvenir, il faudra un vrai leadership politique en Inde, capable de dépasser certaines inquiétudes et certains ressentiments que les Indiens éprouvent envers la Chine, surtout après la guerre... qui, rappelons-le, remonte maintenant à environ soixante ans.

Je comprends que les gens gardent des souvenirs et qu'ils ont des sentiments à propos de tout ça. Mais il faut du leadership pour, d'une certaine manière, dépasser ces choses-là et créer une nouvelle base qui permettra à l'Inde de réaliser une grande partie de son potentiel. Vous vous souvenez, il y a quarante ans, beaucoup disaient que l'Inde serait la prochaine étoile montante après les tigres asiatiques. Et en réalité, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Quarante ans plus tard, même si les PIB étaient à peu près équivalents vers mille neuf cent quatre-vingt-cinq, c'est la Chine qui a pris de l'avance et dont le PIB est aujourd'hui cinq à six fois plus élevé que celui de l'Inde. Donc, l'Inde a encore beaucoup de travail à faire. Et, vous savez, si elle veut vraiment être un acteur indépendant et non aligné dans la région, elle doit, à mon avis, se montrer un peu plus ferme, surtout vis-à-vis des Américains. Et ça, c'est encore un vrai défi pour l'Inde. Oui.

#Glenn

Il y aura toujours une certaine forme de compétition en matière de sécurité, donc les Indiens auront toujours des raisons légitimes de s'inquiéter. Le problème, c'est la Chine, bien sûr, mais surtout le fait que, dès qu'on choisit de s'engager dans cette logique de blocs, tout s'intensifie à partir de là. Et encore une fois, la dépendance vis-à-vis des États-Unis ne ferait que croître. Les Indiens pourraient alors être perçus, à juste titre, comme un pion contre la Chine, ce qui affaiblirait encore davantage l'Inde. Donc oui, ce genre de politique de blocs peut souvent sembler très séduisant, très tentant même.

Mais comme votre ancien Premier ministre Keating l'a dit un jour, l'Asie de l'Est a besoin d'une architecture de sécurité de type OTAN comme elle a besoin d'un cancer. Elle a vraiment la possibilité, et même l'occasion, de suivre une autre voie. Nous cherchons la sécurité les uns avec les autres, pas la sécurité les uns contre les autres. Mais dans un tel scénario — et je n'aime pas viser les Américains — si vous poursuivez une logique hégémonique, cela repose sur des systèmes d'alliances faits pour rendre vos alliés obéissants et vos adversaires affaiblis. Cette stratégie de diviser pour régner, ce n'est pas nouveau. C'est une période très dangereuse, à mon avis. Oui.

#Warwick Powell

Écoutez, vous avez raison. Et cette question de la politique des blocs, comme une réaction tentante à court terme, c'est quelque chose contre quoi il faut résister. Parce qu'il y a en réalité une opportunité pour la région Asie-Pacifique, y compris en allant vers l'Asie du Sud. Je parle donc de l'Inde et du Pakistan, qui pourraient créer quelque chose par eux-mêmes, pour eux-mêmes. Et je pense qu'on a déjà certains éléments sur lesquels on pourrait travailler dans ce sens. L'ASEAN, comme vous le savez, est le principal instrument de la diplomatie régionale en Asie du Sud-Est. Cette région regroupe beaucoup de pays relativement petits, et l'ASEAN a été un moyen vraiment essentiel pour leur permettre d'élaborer une vision commune et de parvenir à un consensus sur un large éventail de questions.

Et même si beaucoup de points de vue politiques, selon les blocs, critiquent la manière dont l'ASEAN fait les choses, je pense qu'en prenant juste un petit moment pour prendre un peu de recul et réfléchir à sa conduite, on se rend compte que l'ASEAN a, en réalité, été incroyablement efficace, mais de façon discrète. Elle a réussi à maintenir la cohésion d'une région d'une diversité exceptionnelle. Et même si, parfois, elle avance lentement — le consensus prend du temps —, elle a su préserver une paix relative dans la région et se concentrer sur les domaines où les intérêts sont vraiment partagés : l'agriculture, le développement économique et la prospérité. Elle a aussi négocié ce qui était, à l'époque, le plus grand accord de libre-échange au monde : le Partenariat économique régional global, signé il y a environ quatre ans. Et l'Inde, d'ailleurs, a participé à ces discussions jusqu'au moment même de la signature.

Je pense que l'Inde a aujourd'hui une vraie occasion de repenser ses relations économiques et les accords commerciaux qui existent dans toute la région. Et même si je comprends l'histoire du protectionnisme en Inde, l'ouverture des échanges peut, au final, créer d'importantes opportunités pour l'ensemble de la région. C'est d'ailleurs quelque chose que j'encourage vivement : que l'ASEAN, l'Inde et tous les membres du RCEP engagent un dialogue avec l'Inde, pour comprendre les raisons qui l'ont freinée à rejoindre l'accord et voir comment avancer ensemble. Nous avons aussi, dans le cadre du RCEP, des volets qui concernent le commerce numérique. Et, fait intéressant, certains pays d'Amérique latine ont déjà manifesté leur intérêt pour y adhérer. Cela montre bien que nous cherchons à bâtir, à travers le Pacifique, une architecture économique qui favorise la coopération multirégionale et multilatérale.

Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, l'architecture des paiements est en réalité bien développée. Elle permet aux pays de la région de régler leurs échanges commerciaux dans leurs monnaies nationales, ce qui est un avantage considérable. C'est moins cher, c'est plus rapide, et c'est plus sûr, avec moins d'exposition aux risques de change et moins de risques de crise de liquidité, comme on en a connu pendant la crise financière asiatique. Au final, cela peut offrir à la région une architecture qui met l'accent sur le développement économique comme objectif commun. Et c'est aussi un cadre qui peut amener le Japon et la Corée à la table des discussions. Mais pour que cela fonctionne, l'ASEAN doit, à bien des égards, passer à la vitesse supérieure. Et cela veut dire que l'Indonésie sera, à bien des égards, l'acteur clé — encore plus, à mon avis, que Singapour.

L'Indonésie est le seul pays de l'ASEAN qui a, sur le long terme, la capacité de devenir, d'ici un demi-siècle, la deuxième grande puissance de la région. Pas une grande puissance comme la Chine, évidemment, mais certainement un pays qui pourrait rivaliser, à mon avis, avec le Japon par le poids qu'il apporte à l'ensemble régional. Et cela pourrait devenir un élément d'équilibre important, soutenant une région véritablement multipolaire. Si les pays pouvaient imaginer une région fondée sur une sécurité indivisible, avec l'ASEAN jouant un rôle vraiment central, alors la pression s'exercerait sur des pays comme la Chine, l'Inde ou le Japon pour qu'ils se perçoivent eux-mêmes comme faisant partie d'un ensemble plus vaste. Et je pense qu'il y a de réelles perspectives dans ce sens.

Je pense que la Chine trouverait cette proposition plutôt séduisante, dans un sens assez large. Et, de façon intéressante, je crois — et ça touche vraiment à cette question plus vaste de l'Eurasie — que l'Organisation de coopération de Shanghai offre un modèle qui pourrait facilement s'étendre à l'Asie du Sud-Est et à l'Asie du Nord. Cela permettrait de mettre en place une forme de sécurité multilatérale, ou disons multipolaire, dont la région pourrait vraiment tirer profit. Et, vous savez, le dernier point dans tout ça, c'est qu'on a souvent tendance à voir l'Asie d'une manière un peu trop étroite. Mais je rappelle souvent à mes amis que la Russie est aussi une puissance du Pacifique, et qu'il serait une erreur de ne pas associer les Russes à la sécurité de la région Asie-Pacifique.

Encore une fois, l'Organisation de coopération de Shanghai offre, à mon avis, beaucoup d'enseignements, à la fois sur le plan institutionnel et sur le plan de l'esprit et des comportements. C'est aussi une manière de contrer la logique des blocs. Parce que la politique des blocs, comme vous le dites, c'est un véritable cancer. Elle conduit à la compétition sécuritaire, puis aux dilemmes de sécurité, aux courses aux armements, et au final, elle renforce les soupçons. Et quand la méfiance s'intensifie, à un moment ou à un autre, il y a une erreur de calcul quelque part, et la région bascule dans le conflit. C'est quelque chose qu'on peut éviter. Quand je regarde l'Europe, je me dis que les leçons des guerres sans paix en Europe sont exactement celles que l'Asie devrait retenir, et vite. Et la leçon principale, c'est de ne pas tomber dans le piège de la politique des blocs.

#Glenn

Eh bien, en Europe, la sécurité indivisible était autrefois considérée comme un objectif. C'était du bon sens. C'est ce qui devait nous permettre de dépasser la logique des blocs. Aujourd'hui, c'est devenu quelque chose de controversé. On la regarde avec méfiance, comme si c'était peut-être une manœuvre russe. Donc je vous invite à être un peu prudent avant de tirer trop vite les leçons de l'Europe de ces dernières années. Concernant l'Indonésie, en revanche, c'est sans doute le pays le plus sous-estimé de toute l'Asie de l'Est. Mais on pourra en parler la prochaine fois, je suppose. Alors, pour conclure, où en étiez-vous ?

#Warwick Powell

J'ai passé un peu de temps en Indonésie, en fait, il n'y a pas si longtemps, pour discuter avec des gens du secteur financier. Et je pense que l'Indonésie, comme vous le dites, est un pays sous-estimé et mal compris, que ce soit dans la région ou à l'échelle mondiale. C'est un pays qu'il nous revient, à tous, de mieux comprendre.

#Glenn

Où est-ce que les gens peuvent te trouver ?

#Warwick Powell

Vous pouvez me retrouver sur mon Substack, warwickpearl.substack.com. Et vous pouvez aussi acheter mon dernier livre, **Thermoeconomics and the Time of Monsters**, sur Amazon.

#Glenn

Excellent. Je mettrai un lien vers les deux dans la description. Merci beaucoup.

#Warwick Powell

Merci, Glenn. Parfait.